



Décidément, je me demande si Madagascar est réellement un Etat droit. Particulièrement dans cette IVème république dirigée par un président élu au suffrage universel depuis décembre 2013. Depuis des années, plusieurs entités et de simples personnes physiques ont dénoncé la mauvaise gouvernance des dirigeants de QMM/Rio Tinto et le danger planant sur l'environnement aux alentours de Taolagnaro. Mais il semble que les autorités malgaches n'ont eu cesse de se réfugier derrière un contrat, transformé en loi, le 19 février 1998, et qui aurait du être revu de fond en comble, pour l'intérêt réel du peuple malgache.



REPUBLIKAN'I MADAGASIKARA  
Fitiaiana - Tanindrazana - Fandrosoana

## **ASSEMBLEE NATIONALE**

### **Loi n°2014-020**

**Relative aux ressources des Collectivités Territoriales Décentralisées  
aux modalités d'élections, ainsi qu'à l'organisation, au fonctionnement  
et aux attributions de leurs organes**

#### **Sous-paragraphe 2**

#### **Des frais d'administration minière**

**Art. 196** – La répartition du produit des frais d'administration minière prévue par le Code Général des Impôts devant revenir aux Collectivités Territoriales Décentralisées se fait comme suit :

- 50% au profit du budget de la Commune ;
- 30% au profit du budget de la Région ;
- 20% au profit du budget de la Province.

#### **Sous-paragraphe 3**

#### **De la redevance minière et de la ristourne**

**Art. 197** – La répartition des produits de la ristourne au taux de prélèvements prévus par le Code minier, se fait comme suit :

- 10% pour le Fonds national de péréquation ;
- et le reste pour les Collectivités Territoriales Décentralisées, dont :
  - 60% à la Commune ;
  - 30% à la Région ;
  - 10% à la Province.

Elle a été présentée à l'Assemblée générale de Rio Tinto le 16 avril 2015 à Londres. Elle a été présentée à l'Assemblée générale de Rio Tinto le 16 avril 2015 à Londres.



### Etape 1 à droite : Rio Tinto : vérité laide, fausse ; Conflit Rio Tinto: Mauvais pour les syndicats

16 Apr 2015 Leader mondial pour les abus contre les droits des travailleurs et travailleuses, Rio Tinto a été pris pour cible aujourd'hui à Londres par une coalition de militant(e)s en colère qui exigeait que l'entreprise mette de l'ordre et agisse de façon responsable.



Le réseau IndustriALL Global Union des syndicats de Rio Tinto a présenté aujourd'hui sa liste de griefs à l'Assemblée générale des actionnaires. Le géant minier fait honte pour son incapacité à respecter les droits syndicaux et assurer la sécurité des travailleurs et travailleuses, pour les dommages causés à l'environnement et pour son attitude envers les peuples indigènes et autres communautés.

Plusieurs syndicats du monde entier aux côtés d'ONG et de groupes de défense des peuples indigènes s'étaient rassemblés devant le lieu où se tenait l'Assemblée générale 2015 de Rio Tinto. Ils scandaient des slogans et assuraient avec déference la poursuite de la campagne de IndustriALL.

Dans la salle où se tenait l'Assemblée générale, le secrétaire général adjoint de IndustriALL, Kemal Özkan, a délivré le message conjoint du réseau syndical.

Kemal Özkan dit :  
" Notre campagne se poursuivra jusqu'à ce que l'entreprise Rio Tinto devienne l'acteur social qu'elle se vante d'être. Tout ce que nous recherchons, c'est le respect des travailleuses et travailleurs, des peuples indigènes, des communautés et de l'environnement.

Ron Thomas, président de l'USW, citant les activités de Rio Tinto à Labrador City, Canada, a dit à l'Assemblée générale :

"Je demande à Rio Tinto de traiter nos membres avec respect et de cesser d'employer des contractuels. Nous voulons travailler pour Rio Tinto et retrouver nos emplois."

Des personnes assistant à l'Assemblée générale ont émis de fortes critiques, en demandant à Rio Tinto de rendre des comptes pour son arrogance et son manque de respect pour d'autres actionnaires concernés.

La Première Nation des Innus au Québec a accompli un geste symbolique fort en s'adressant à l'Assemblée générale dans sa langue autochtone, avant d'affirmer :

"Nous sommes venus ici dans un esprit de paix. Quand est-ce que Rio Tinto voudra négocier et signer un accord avec nous. Vous enlevez les ressources sans partager avec nous les bénéfices réalisés. Le temps est venu de payer la location aux véritables propriétaires de cette terre."

Les problèmes évoqués ont porté sur les financements politiques aux États Unis, le manque de transparence dans de nombreux règlements, notamment au Myanmar, et la dégradation de l'environnement.

Le président et le directeur général ont dû s'expliquer sur de récents événements où des salariés de Rio Tinto ont été tués au travail à Madagascar, au Canada, en Afrique du Sud et en Indonésie.

Directement après l'Assemblée générale, le groupe conduit par IndustriALL a manifesté devant deux bijouteries appartenant à Signet, qui se fournissent en diamants chez Rio Tinto. La clientèle des boutiques H. Samuel et Ernest Jones à Oxford Street, en plein cœur de la zone commerciale animée de Londres, a pu apprendre comment les diamants commercialisés par Signet sont souillés par le comportement de Rio Tinto contraire à l'éthique.

### Le 28 janvier 2015 il y a bien eu mort d'homme chez QMM/Rio Tinto à Madagascar - ICI -



De UK, le grand responsable syndical, employé de QMM/RIO

## Préassemblée générale de Rio Tinto: "L'autre vérité sur Rio Tinto"

15 Apr 2015 Le 15 avril, la veille de l'assemblée générale de Rio Tinto, IndustriALL Global Union a organisé une réunion préassemblée faisant appel aux investisseurs pour questionner les pratiques du géant minier qui exposent l'entreprise et ses actionnaires à des risques financiers, opérationnels, d'honorabilité, juridiques et relatifs aux droits de la personne.



La réunion était présidée par Business and Human Rights, et les nombreux participants parmi lesquels figuraient des investisseurs et des ONG ont écouté plusieurs interventions qui ont dit l'autre vérité sur Rio Tinto.

Kamal Ozkan, secrétaire général adjoint de IndustriALL, a dit dans sa déclaration liminaire:

*"Rio Tinto, qui est un chef de file de l'industrie, se décrit comme étant socialement responsable, mais parmi toutes les multinationales minières imputables, Rio Tinto se singularise comme étant exceptionnellement mauvaise."*

Rio Tinto doit se montrer à la hauteur de la réputation qu'elle s'attribue pour que ses actes correspondent à ses paroles.

Ron Thomas de United Steelworkers à Labrador City, Canada, a dit que la détérioration des relations avec Rio Tinto était telle que 2.300 plaintes ont été soumises à arbitrage.

"Jusqu'à présent, Rio Tinto avait refusé tout dialogue avec le syndicat. Quand elle a appris que j'arrivais, elle a convoqué notre première réunion."

"Je demande à Rio Tinto de traiter avec respect nos membres, de cesser d'employer des travailleurs contractuels et de redonner leur emploi à nos membres. Quelque chose doit changer. L'entreprise ne peut pas disposer du droit de laisser à l'abandon la ville où nous avons grandi."

Dans un discours passionné, Vanster Standing Fox, membre de la tribu San Carlos Apache s'est opposée au développement prévu d'une mine de cuivre sur une terre sacrée des Indiens d'Amérique.

"Le projet de loi qui a donné cette terre à Rio Tinto a été approuvé discrètement par le congrès. Il faut maintenant que la population se dressse et arrête ce processus: s'il n'y a pas d'eau, il n'y aura pas d'emplois et par la suite, pas de vie."

Lucy Graham, conseillère juridique de Business and Human Rights, Amnesty International, a parlé des crimes et des préjudices causés par l'entreprise dans la mine de cuivre au Myanmar, le projet Monywa.

Liz Umlas, conseillère en chef sur les stratégies de capitalisation IndustriALL, a dit:

"Nous avons entendu parler de très grandes conditions de pauvreté des parties concernées, causées par une entreprise qui se considère elle-même comme occupant une position dominante."

Le rapport de IndustriALL Global Union intitulé "Pas durable: L'autre vérité sur Rio Tinto", fournit davantage d'informations sur les pratiques controversées de Rio Tinto et les risques encourus par l'entreprise.



[Seance Business and Human Rights Resource Center IndustriALL Global Union](#)